

ÊTRE PRÉSENTS dans la campagne des européennes

par Huguette BOUCHARDEAU

NOTRE campagne européenne a commencé depuis longtemps : en octobre dernier, nous mettions sur pied la première des trois rencontres internationales (Paris, Turin, Bruxelles) qui nous ont permis de resserrer les contacts entre groupes et partis étrangers se réclamant de programmes voisins du nôtre. Le 25 janvier, nous lançons la campagne contre l'injustice de la loi électorale française à l'égard des petites formations. Le 5 mars, enfin, à la suite de notre conférence nationale, nous proposons de participer à la constitution d'une liste qui pourrait, en regroupant la gauche « critique » et les mouvements écologistes, nationalitaires, féministes, faire échec aux barrières institués par la loi et nous permettre d'être représentés au Parlement européen.

Nos appels ont été entendus. Par les groupes nationalitaires d'abord, en liaison avec les fédérations intéressées du P.S.U. : des rencontres ont permis de constater une volonté commune avec l'U.D.B., le parti basque E.H., et un grand intérêt du côté des groupes occi-

tans : V.V.A.P. et Lutte Occitane. Des intermédiaires se sont manifestés également du côté de « Choisir ». Des socialistes dissidents nous ont dit aussi leur volonté de participer à notre démarche. Enfin, du côté des écologistes, nos propositions ont trouvé un écho très favorable : nous avons pu donner des interviews et des tribunes à « Ecologie et à « la Gueule Ouverte » et nous sommes loin de la suspicion entretenue à notre égard à l'époque des législatives.

TOUT cela n'a pas empêché, c'est vrai, « Europe-écologie » de vouloir partir seul à la bataille. Cette décision a suscité les critiques de nombreux écologistes qui nous disent aujourd'hui vouloir appeler à un nouveau rassemblement : nous attendons cet appel.

Mais nous ne devons pas nous contenter d'attendre. En tout état de cause nous serons présents dans la campagne, et notre Direction Politique du 29 avril débattrà de la constitution de notre liste. D'ores et déjà, notre campagne

est commencée : elle doit se poursuivre, quelle que soit la forme finale de notre participation au scrutin lui-même. Et nous devons la mener sur trois points essentiels : en développant — face aux restructurations industrielles et agricoles en cours — la lutte pour le droit à vivre et à trouver un emploi au pays ; en continuant la dénonciation des projets français et européens du « tout nucléaire » ; en cherchant à développer des propositions pour le respect des libertés face à la mise en place d'une Europe des polices : les luttes régionalistes contre la centralisation étatique, les luttes des femmes contre les menaces de retour en arrière sur la question de l'avortement, les recherches de nouveaux droits populaires, comme celui du référendum sur le nucléaire, par exemple, vont dans ce sens.

VOILA. Nous disons aujourd'hui à tous les amis qui nous ont rejoints que nous espérons défendre ces perspectives dans une liste commune. Mais qu'il ne faut pas trop tarder à manifester clairement cette volonté. ■

Quand EDF = nucléaire, consommateur = contestataire.



Contre le nucléaire la grève du zèle

**Le P.S.U. s'oppose au NUCLEAIRE
qu'il soit civil ou militaire.**

Du nucléaire, nous n'en voulons pas.

On est, paraît-il, des utopistes... Le nucléaire est — nous dit-on — nécessaire à la survie de l'humanité (?) D'Hiroshima à la Pennsylvanie, ce n'est pas prouvé, c'est bien le moins qu'on puisse dire...

Quand on va chez le boucher, on sait ce que l'on achète : du porc, du veau, du bœuf. On paie : on ne laisse pas ce soin à la banque par « versements automatiques ».

Quant arrive la facture EDF, on paie... (ou la banque paie pour nous) sans se demander ce que l'on achète. Et l'on achète du nucléaire..., malgré soi. En réaction, nombreux sont ceux qui ont refusé de payer 15 % sur leur note EDF qui réagit en... coupant le courant aux contestataires.

**MAIS NOUS POUVONS AGIR
AUTREMENT.**

Par la grève du zèle. Voici ce que le P.S.U. propose (et qui est déjà largement repris) :

- payer les factures en trois chèques séparés et les envoyer un à un, à l'EDF, à des dates différentes. L'ordinateur ne peut pas les digérer et EDF est fort mécontent.
- refuser les prélèvements automatiques pour être maître de ses dépenses. Un agent EDF viendra vous demander pourquoi : vous le lui expliquerez...

C'est une action légale, irréprochable et incroyablement perturbatrice de l'administration EDF... ■

Élections européennes

une situation en évolution

La préparation des élections européennes agite grandement les mouvements écologiques. C'est l'équipe de S.O.S. - Environnement qui est partie la première en lançant à travers la C.I.M.E. (1) la tentative d'Europe-Ecologie. Mais cette formation est loin de représenter l'ensemble du mouvement écologique, notamment sur le plan militant, où elle est extrêmement minoritaire.

De fait, Europe-Ecologie constitue plutôt la droite de la mouvance écologique. C'est ainsi que nombre de ses candidats aux dernières cantonales étaient d'anciens élus ou candidats des partis de la droite classique, lors d'élections antérieures (Péricard, candidat R.P.R. des Yvelines, s'est même réclaté du soutien de l'un d'eux).

Cependant, Europe-Ecologie est en même temps un assemblage politique : si l'inspiration « centriste » y est dominante, on y trouve aussi une minorité de militants socialistes (ou ayant un passé d'extrême-gauche) qui sont actifs dans la lutte antinucléaire et opposés au pouvoir. Ces militants se sont ralliés à Europe-Ecologie pour assurer une « présence », qu'ils jugent indispensable, lors des élections européennes (« ne pas laisser les quatre grands partis face à face »). Il en est résulté des dissensions, très vives, à l'intérieur d'Europe-Ecologie, et finalement un « équilibre » de la plate-forme proposée, le système tournant adopté pour les élus, etc...

Des questions restent pour autant non résolues au sein d'Europe-Ecologie, notamment celle du financement. Certains auraient souhaité accepter les fonds « d'entreprises privées », mais

divers délégués régionaux s'y sont opposés avec vigueur. Une décision a pour l'instant été prise de présenter une liste conduite par S. Fernex et de verser les 100 000 F de caution qui donnent accès aux moyens de la campagne (télé, panneaux électoraux, notamment), sans pour autant entraîner l'obligation d'imprimer les bulletins et professions de foi. Un moyen en somme de dénoncer la loi électorale censitaire devant l'opinion publique.

Face à l'action d'Europe-Ecologie, les Amis de la Terre et une grande partie des militants du mouvement antinucléaire sont longtemps restés sur une position de boycott qui faisait évidemment l'affaire de leurs concurrents. Mais cette position, au fil des jours, s'avérait de moins en moins « dynamique », l'élection européenne apparaissant de plus en plus comme l'échéance politique majeure de l'année, y compris sur le plan de la politique intérieure. Mais surtout deux événements vien-

dront modifier les données du problème :

1) la proposition par des militants d'Europe-Ecologie, en opposition avec la direction de la liste, d'ouvrir un dialogue pour une liste des minorités (proposition de Simonnet dans le quinzomadaire *Ecologie*) ;

2) le retentissement de l'accident d'Harrisburg qui permettait une intervention significative de l'opposition au nucléaire, lors de la campagne électorale.

Les propositions du P.S.U. (conférence nationale de mars) ont joué un rôle important et même décisif dans l'évolution interne du mouvement écologique et antinucléaire ; son esprit d'ouverture et ses propositions positives ont été largement discutées, dans la presse et, plus encore, lors des réunions internes aux organisations. Elles ont permis que des militants déjà fortement engagés dans telle ou telle initiative, soutiennent avec quel-

que crédibilité, une politique de regroupement sur la base de la lutte contre le nucléaire civil et militaire, contre l'inégalité électorale, la défense de l'emploi, etc...

Dans le mouvement nationalitaire, les possibilités d'une convergence de ces courants avec ceux de l'autogestion, des luttes pour le « vivre et travailler au pays » et l'écologie, sont très réelles ; l'U.D.B. et le parti basque E.H., ont notamment déjà fait connaître leur position en ce sens. En même temps, l'U.D.B. prenait ses distances avec l'initiative d'Edern Hallier qui, elle, vise l'électorat centriste breton.

L'équipe de la *Gueule ouverte*, hebdomadaire qui, aujourd'hui, tente de couvrir l'ensemble du champ des nouvelles luttes sociales, semble aussi devoir soutenir un regroupement en vue de la campagne électorale du 10 juin.

(1) Coordination Interrégionale du Mouvement Ecologique.

Établir des liens avec le Parti radical italien

Intervention d'Huguette Bouchardeau au congrès du P.R.I. qui s'est tenu dernièrement à Rome

J'ai demandé au Bureau politique d'être déléguée par le P.S.U. au congrès extraordinaire du Parti radical italien qui se tenait à Rome du 30 mars au 2 avril. Je n'ai pu assister qu'à deux journées de ce congrès. Je ne connais pas assez, par ailleurs, la vie politique italienne pour tenter d'en faire une analyse complète. Par contre, notre camarade Boccaccini, membre du P.S.U. et professeur au lycée français de Rome, a préparé, pour le prochain TS Mensuel, un article intéressant sur ce congrès et sur celui du P.C.I. qui se tenait à Rome au même moment. Je me contente donc de faire reproduire, ici, le texte de mon intervention au congrès. En insistant sur deux points :

● l'intérêt que suscite aujourd'hui en France — en particulier chez les écologistes, les non-violents, les pacifistes — le Parti radical italien s'explique par sa capacité à offrir à certains mouvements sociaux un débouché politique (le P.R.I. a quatre députés), et par le mode d'articulation très souple qu'il entretient avec ces mouvements. Très soucieux de joindre la pratique à la dénonciation, il se montre d'une efficacité incontestable dans le domaine des droits civiques en particulier. Il a été en grande partie l'artisan — avec le mouvement des femmes — des victoires sur l'avortement et le divorce. Il mène en ce moment des campagnes très courageuses sur les droits du tiers monde. Il se bat avec acharnement pour la reconnaissance du droit à l'expression des minorités, etc...

● cela ne doit pas nous masquer une certaine absence d'analyse politique. Je n'ai pas entendu parler une seule fois, pendant le congrès de Rome, de la crise économique, ni du chômage. Peut-être, est-il vrai que la violence est, en Italie, le problème ma-

jeur. Mais il semble difficile, par exemple, de manifester la solidarité envers le tiers-monde comme le propose actuellement M. Pannella avec sa grève de la faim sans s'intéresser de plus près au problème social de l'Italie elle-même. Nous y revenons dans le TS Mensuel.

Pour l'instant, nous pouvons dire quand même, que si nous avons en Italie d'autres interlocuteurs — en particulier « Democrazia Proletaria » —, nous avons un certain nombre de méthodes à apprendre du Parti radical italien. Sans compter des liens à établir plus solidement avec lui pour les futures luttes européennes, contre le nucléaire, contre la répression policière et juridique, pour la liberté de l'avortement et de la contraception.

Chers camarades,

Marco Pannella a dit un jour à la télévision française que, s'il avait à choisir un parti français, il pencherait du côté du P.S.U. Je viens vous dire en échange, que ce qui se passe au Parti radical italien nous intéresse.

D'abord, parce que nous partageons avec vous un certain nombre de luttes : contre le choix du nucléaire, pour les libertés des soldats, pour la reconnaissance des droits des femmes. Et, ensuite, parce que vous faites l'expérience de recherches de liens entre, ce que nous nommons, chez nous, le mouvement social, et la politique institutionnelle. L'un des problèmes les plus graves que rencontre aujourd'hui le mouvement ouvrier est en effet celui des liens possibles entre toutes les luttes qui se passent à la base, dans la production et hors de la production, et l'aboutissement politique de ces luttes.

Certains professionnels de la politique

voudraient aujourd'hui séparer ces deux réalités : d'un côté, le mouvement syndical des travailleurs, le mouvement des femmes, celui des écologistes, de l'autre, la politique institutionnelle, qu'il faudrait abandonner aux quatre grands partis. Nous contestons ce partage. Et l'expérience du P.R.I. nous paraît une tentative pour le dépasser.

Nous voulons, en effet, que l'autogestion dont nous nous réclamons ne soit pas un terme vague pour définir le socialisme de l'avenir. Mais un des aspects-mêmes de nos actions d'aujourd'hui. Et pour cela nous avons, non seulement à militer au P.S.U., mais encore à le transformer pour qu'il devienne réellement un outil des luttes autogestionnaires.

Nous sommes persuadés, en effet, que rien ne pourra changer en France sans le renforcement de ce que nous appelons le troisième courant de la gauche française : courant critique à l'égard des partis traditionnels ; courant capable d'intégrer les nouveaux aspects des luttes écologistes, féministes et autonomistes ou régionalistes qui, toutes, remettent en cause, non seulement le système capitaliste, mais la société hiérarchisée de l'Etat et du patriarcat ; courant autogestionnaire imposant que ce soient les intéressés qui contrôlent leurs propres affaires : les travailleurs dans l'entreprise, les citoyens dans la vie locale, les usagers dans leur logement.

Nous pensons que ce courant autogestionnaire de la gauche doit permettre la jonction des luttes pour la transformation de l'économie contre le profit, pour une politique égalitaire, et celles des femmes, des jeunes, des immigrés et de tous les exclus du système.

Huguette BOUCHARDEAU ●

LES « 3^e CLASSE » DE LA S.N.C.F.

A la suite des violents incidents qui se sont produits dans un train de permissionnaires, bloqué pendant de longues heures, sur le trajet « Strasbourg-Paris », dans la nuit du 12 au 13 avril, Huguette Bouchardeau, membre du secrétariat politique du P.S.U., a fait la déclaration suivante :

« Lignes secondaires, convois lents, voitures défectueuses, les trains spéciaux des appelés sont les « 3^e classe » de la S.N.C.F.

Le ras-le-bol des bidasses s'est, une fois de plus, exprimé violemment, parce que le respect de leurs droits les plus élémentaires, comme celui des permissions, sont sans cesse bafoués, parce que le pouvoir refuse toujours de considérer les appelés comme des citoyens à part entière, et que sa seule réponse passe par la police militaire.

Les appelés réclament la gratuité des transports, le droit à utiliser les lignes régulières et, pour défendre l'ensemble de ces revendications, le droit de s'organiser en syndicats de soldats comme il en existe déjà dans plusieurs pays européens. »

Huguette BOUCHARDEAU ■

SUR LE TERRAIN

● POURQUOI LES TRENTE-CINQ HEURES ?

Les militants P.S.U. du Secteur Entreprises de l'agglomération rouennaise ont réalisé un dossier sur les 35 heures, édité sous forme d'un petit livret, format 14,85 x 21, de 32 pages. Titre : « Pourquoi les 35 heures ? »

Il représente la réflexion de travailleurs de secteurs divers (métallurgie, chimie, papier-carton, télécom., secteur public...).

Ce dossier doit être largement diffusé, dans et hors du parti, parce que, pensent les auteurs

de ce livret, « partager le travail entre tous est un des axes qui peuvent permettre aux travailleurs — qu'ils aient ou non un emploi — de reprendre l'offensive ». En plus, il est facile à lire, bien présenté et peut être mis entre toutes les mains ! Les documents qu'il contient ne constituent pas une étude exhaustive, ils sont seulement quelques éléments de réflexion sur un sujet touchant la vie quotidienne.

Au sommaire de ce livret : Les 35 heures, un rêve impossible ? - Les 35 heures, pour quoi faire ? - Les 35 heures, comment ? - En annexes : des extraits de l'Utopie réaliste (Edit. Syros) ;

de « Emploi et travail », édité par le commissariat au plan ; de « Réduction du temps de travail », dossier édité par C.F. D.T.-Aujourd'hui n° 28.

Ces livrets sont à commander (2 francs l'exemplaire) au Secteur Entreprises P.S.U., de Rouen, 43 avenue Pasteur, 76000 Rouen. Tél. (35) 98-06-52.

Le secrétariat de la C.N.E. ■

● LE MINISTRE DU BUDGET SE MOQUE DE NOUS

Dernièrement, sur FR3, le Ministre du Budget est intervenu pour démontrer que la fraude

fiscale constitue « un vol à l'égard des autres contribuables ».

Cette démonstration était superflue. M. Papon enfonce des portes ouvertes. Il y a longtemps que la Gauche, dans son ensemble, et le P.S.U. en particulier, ont dénoncé la fraude en matière d'impôts, et l'injustice flagrante du système fiscal en France.

Démagogiquement, le ministre a affirmé que les moyens de la Direction Générale des Impôts seraient renforcés.

Actuellement, d'après le Syndicat National Unifié des Impôts « les 700 000 entreprises françaises ne sont vérifiées que tous les 17 ans, en moyenne, alors que les

fraudes décelées au-delà de la 4^e année précédant le contrôle sont prescrites ».

Or il faudrait, toujours d'après le S.N.U.I., au moins 12 000 emplois supplémentaires pour effectuer l'ensemble des vérifications nécessaires pour lutter contre la fraude d'une façon efficace.

Les promesses de 1975 (3 200 emplois nouveaux en cinq ans), n'ont pas été tenues. Le S.N.U.I. ajoute, dans un communiqué du 2 avril : « l'augmentation nette des effectifs budgétaires ne s'est élevée qu'à 871 emplois pour 1978, dont seulement 90 créations destinées à renforcer la lutte contre la fraude ».

Et encore peut-être ont-ils été affectés au dépistage de quelques travailleurs au noir, ou à celui de quelques retraités « bricolant un peu à côté », plutôt qu'à la vérification comptable de certaines grandes entreprises spécialisées dans le camouflage de leurs réels bénéfices.

R. R. ■

● TOULOUSE COMMUNIQUE...

L'A.I.I.A. (Atelier d'Information et d'Initiative Autogestionnaire) informe les militants de la région toulousaine, de la création de deux ateliers destinés à la préparation

pratique de réalisations techniques intéressantes.

Il s'agit de :

• UN ATELIER DE MECANIQUE

Plus d'une vingtaine d'inscrits actuellement à cet atelier, dont une proportion importante de femmes. Une première réunion a eu lieu au début février pour prévoir le contenu et le fonctionnement de cet atelier.

CONTENU :

Il a été précisé que cet atelier était pour la mécanique automobile.

Ce qui consisterait à : d'abord visualiser les pièces, les reconnaître, démonter les moteurs de voitures et savoir réparer les pannes les plus courantes.

Ces notions étant acquises, il est prévu à long terme un atelier de mécanique autogéré (avec achat de matériel, gestion collective) qui pourrait être mis en place.

FONCTIONNEMENT :

Nous avons décidé de nous réunir toutes les semaines (ou le lundi ou le mercredi à 20 h à l'École d'Agriculture).

Jusqu'à présent, nous avons eu trois séances ; nous avons appris le fonctionnement d'un moteur à quatre temps et un résumé sous forme de polycopie a été fait. Nous avons aussi commencé à visualiser les pièces.

• UN ATELIER « ENERGIE »

Pour le moment, il s'agit d'une proposition. Cet atelier pourrait aborder, suivant les souhaits des participants les points suivants :

ENERGIE NUCLEAIRE :

Structure de l'atome, isotopes, la fission, principe d'une centrale nucléaire, les différentes filières, les rayonnements et leurs conséquences biologiques... et tous les aspects liés à cette énergie (important : il n'est pas prévu de travaux pratiques).

ENERGIE SOLAIRE :

Les effets du rayonnement solaire, captures solaires, cellules photovoltaïques, photosynthèse, etc. pouvant déboucher sur la construction d'un chauffe-eau solaire.

Les autres énergies douces : hydraulique, méthane, éolienne, etc. seront également envisagées.

Nous signalons qu'un agriculteur de Verfeil serait d'accord pour construire une éolienne sur son terrain.

Si vous êtes intéressés par ces ateliers, téléphonez au 53-17-60 : chez A. Morizur, 25, rue Pierre Lys, 31240 L'Union.

• Le n° 4 du Bulletin de la Convergence pour l'Autogestion est sorti.

Au sommaire :

— Nucléaire, rencontre des 12 et 13 mai.

— Les Centres et Ateliers autogestionnaires.

— Europe, Ecologie, Economie.

— Une autre expression du mouvement écologique.

Le bulletin est uniquement servi sur abonnements : 50 F pour 10 numéros, à : Convergence pour l'Autogestion, B.P. 89, 75722 Paris Cédex 15, à l'ordre de : Jean Ruel, C.C.P. 6974 36 N Paris.

Quand l'utopie devient réalité

L'adjudication de chasse à Lutterbach (Haut-Rhin) peut être qualifiée d'historique dans les annales de la chasse régionale, voire nationale : la pression populaire et la volonté de quelques élus autogestionnaires et écologistes ont permis de faire prévaloir une solution originale, longtemps considérée comme utopique.

Un peu partout en Alsace, des terres relativement giboyeuses sont louées par les communes à des chasseurs suisses, français ou allemands, contre paiement.

A Lutterbach, l'adjudication a été brève et l'enchère insignifiante : en dix minutes, tout était terminé et le lot unique de 542 hectares, mis à prix à 1 500 F était adjugé 1 600 F. Evidemment ce n'est pas là que réside son originalité, mais dans toute la longue et minutieuse préparation qui a précédé cette adjudication.

Dès 1970, Othon Winter, Bernard Sigrist et Jean-Paul Weber, actuellement conseillers municipaux, forment un Groupement d'Action et de Sauvegarde de la Forêt du Nonnenbruch (le G.A.S.F.N.). Et leur action a été véritablement très efficace.

Leurs objectifs :

— Sauvegarder la richesse de la faune et de la flore de cette forêt, exceptionnelle à maints égards ;

— Substituer la notion de « gestion de la faune », à celle de « chasse », l'homme jouant le rôle de prédateur pour éviter toute dégradation ou prolifération de la faune et dégradation de la forêt ;

— Laisser « reposer » pendant quelques années le territoire constituant le lot de chasse pour donner à la population la possibilité de se promener dans une forêt vivante ;

— Donner à une assemblée composée en majorité de non-chasseurs, le pouvoir de réglementer la gestion de la faune dans le cadre des lois en vigueur ;

— Associer les chasseurs, les élus et les amis de la nature à une lutte commune contre toute atteinte à l'intégrité de la forêt.

L'action de la municipalité :

Les élus de la commune de Lutterbach auraient souhaité dans un premier temps, que toute chasse soit pros-

crité à Lutterbach, mais deux obstacles, l'un juridique l'autre écologique, empêchent la suppression de la chasse sur le territoire de la commune :

— la commune ne peut se réserver le droit de chasse sur le territoire dont elle est propriétaire, même si ce territoire dépasse 25 ha. Elle est obligée de louer le lot de chasse par adjudication au nom des propriétaires qui délèguent à la commune la gestion de la chasse selon la loi de 1881 ;

— la prolifération non contrôlée d'animaux causerait des dégâts à la forêt et l'absence de prédateurs pourrait nuire à la bonne santé de certaines espèces.

L'équipe municipale de Lutterbach a donc opté pour une gestion de la faune avec des tirs sélectifs, limités et contrôlés. Ils se sont appuyés sur l'arrêté ministériel du 30 mai 1976. Cet arrêté demande qu'un plan cynégétique soit établi par les candidats aux adjudications et crée les commissions d'arrondissement qui dresseront la liste des candidats admis aux adjudications.

Toutefois, pour faire valoir leurs idées novatrices, de nombreux échanges ont été nécessaires entre la municipalité et la sous-préfecture

qui, dans un premier temps, a refusé les propositions de la mairie de Lutterbach, ainsi que celles formulées dans le même sens par d'autres communes. Seule, la commune de Lutterbach résista à la pression administrative et, moyennant quelques légers aménagements, obtint finalement gain de cause pour l'essentiel de ses objectifs.

Le conseil municipal a défini les éléments qu'il souhaitait voir figurer dans le plan cynégétique. L'ensemble de ces éléments constitue la réglementation particulière de la chasse de Lutterbach. Le bail prévu pour neuf ans pourra être résilié en cas de non-observation des directives de la commune par le ou les locataires.

Les principales motivations ayant joué dans l'élaboration de ce plan, sont : le désir de permettre la reconstitution des espèces et la volonté de rendre à la forêt sa vocation de lieu de promenade pour le public.

Au cours de la réunion de la Commission d'arrondissement, les délégués de la commune ont demandé le rejet des candidats qui n'avaient pas inclus dans leur plan d'aménagement les propositions de la commune. La commission, dans laquelle la

commune bénéficie de 3 voix sur 8, a suivi, en général, par vote, les avis argumentés des délégués de la commune. La candidature du locataire précédent (qui avait une très mauvaise réputation de chasseur) n'a pas été retenue. Les candidats admis à l'adjudication étaient ainsi tous favorables au projet de « gestion de la faune », mis au point par la commune.

Dernière étape pour atteindre le but fixé : la création d'une association pour la gestion de la faune, au sein de laquelle chasseurs et non chasseurs réfléchissent, décident, travaillent en commun pour mettre en pratique le plan cynégétique de la commune. Cette association jouera un rôle de formation des futurs locataires de la chasse.

Désormais la voie est ouverte à Lutterbach pour une gestion collective et raisonnée de la faune au lieu d'aboutir à la destruction d'un patrimoine par quelques personnes fortunées, payant cher le droit de tuer, par plaisir, des animaux qui sont la propriété de tous.

Geneviève ANCEL,
Secrétaire générale
de la Fédération haut-rhinoise
des élus autogestionnaires,
militante du P.S.U. ■

Du beau, du vrai, de l'authentique : le festival Contr'Eurovision

« Pour la liberté », hebdomadaire fédérant la nouvelle gauche belge, organisait un festival concurrent de l'Eurovision (1). Après le meeting occitan de Béziers, qui a eu lieu en février, c'était le second rendez-vous des 20 organisations européennes signataires de la plate-forme : « Contre l'Europe des patrons ». Pour la France, le P.S.U., O.C.T. et C.E.D.E.T.I.M. y participaient, Gilles Servat représentant l'U.D.B.

85 musiciens, 16 groupes, 20 heures de musique populaire et internationale, deux

jours de fête, voilà un beau poisson d'avril lancé au monde du show-business, aux organisateurs - marchands de l'Eurovision. Et surtout un bel exploit lorsqu'on sait que le groupe de travail pour une Contr'Eurovision, qui a organisé cette manifestation, les 31 mars et 1^{er} avril à Bruxelles, a démarré il y a deux mois seulement !

Il me faudrait parler de tous, de leur haut niveau technique, de leurs qualités artistiques (la valeur n'attend pas le professionnalisme), de leur chaleur. Comment parler à la fois de Marina Rossell la Catalane, de Gilles Servat

le Breton, de Mustapha El Kurd le Palestinien, de Jose Alonso le Portugais, et de tant d'autres qui n'avaient en commun que leur différence et aussi leur ardeur à crier leur différence ? Ils avaient aussi une cible commune, l'oppression capitaliste, le monde des patrons, le rouleau compresseur impérialiste qui veut étouffer le cri du Palestinien (Mustapha El Kurd), la révolte des ouvriers espagnols en Belgique (Capulieries-Mangé), le désir d'indépendance de l'Irlande (Fenian Folk Group), de l'Euskadi (Oskorri), le droit des Luxembourgeois (Guy Schons avec Dullemajik), des Flamands (Walter de Buck), à parler leur langue.

Cette solidarité a d'emblée été saisie par un public participant, actif, communicant, pourrait-on presque dire, qui ne demandait qu'à reprendre les refrains de Walter de Buck ou de José Alonso, qu'à danser sur les sambas brésiliennes, sur les paseso basques du groupe Oskorri ou les giges irlandaises du Fenian Folk Groupe, qu'à se laisser hypnotiser dans le rock révolté de Jomfru Anne (Danemark), le déchainement de Oktober (Allemagne) ou de Mister (Angleterre), par les prouesses gutturales et rythmiques de Mustapha, les cirqueries désopilantes de Vuile Mong en zijn vieze Gas-

ten (des Flamands)... Bref, personne n'était venu ici pour consommer. On était ensemble pour célébrer les cultures populaires, nos cultures, les retrouver vivantes et à la portée de tous.

De la disparité, venait l'unité ; de la musique, la compréhension — et peut-être la tolérance. La preuve a été faite ici que ceux qui veulent réduire l'expression populaire (celle du folklore ou celle des juke-boxes) à un divertissement, étouffent, par là-même, son jaillissement le plus évident : le jaillissement de la révolte, du non, du cri, de ce que l'on veut dire malgré tout, envers et contre tout. Vibrante, Marina Rossell s'élève, par exemple, contre le « national-flamenco de la castagnette », la voix chaude et toute intérieure de révolte de Christiane Stefanski, fait œuvre de contre-information en nous parlant des travailleurs en lutte (ce que les mass-media oublient si volontiers), Mustapha El Kurd nous emporte dans ses rythmes envoûtants et précieux vers son espérance. Et tous ces gens nous posent des questions ; ils interrogent, dérangent, annoncent l'utopie comme un défi à la nouvelle gauche européenne.

Cette initiative ponctuelle s'intègre dans une démarche plus large. Il en faudrait souvent, des « Contr'Eurovision »

de cette trempe-là. Préparée par trente jours de conférences et débats, sur la culture populaire, elle va être continuée par la « Contr'Eurovision décentralisée » (divers spectacles dans d'autres villes d'Europe, entre autres, avec Alan Stivell) et par le tirage d'un disque double 30 cm, enregistrement du festival (2). Mais l'avènement des cultures populaires n'est pas pour demain, et il nous faudra de la suite dans les idées pour l'imposer face au show-business impérialiste. Ainsi, on a su dimanche vers 18 h, que la radio belge avait annulé, comme par hasard au dernier moment, le reportage qui devait être fait sur la Contr'Eurovision. A nous, donc d'en parler, pour que l'an prochain on soit encore plus nombreux.

Marielle RISPAIL
et **Louis JOUVE,**
représentants du P.S.U.
au festival. ■

(1) Le festival Eurovision 1979 se tenait au même moment en Israël.

(2) Ils ont un « trou » de 745 000 FB (environ 10 millions de centimes). Pour les aider à le combler, commandez en prévente ce disque, qui sortira dans trois semaines, au : Secrétariat de la Contr'Eurovision, 22, rue de la Concorde, 1050 Bruxelles (Tél. 02/513-57-87 ou 02/513-59-00), avec 400 FB, ou 60 FF (le port est compris) et votre adresse. Il est super, je vous le garantis, j'y étais !

« Double » journée de l'arbre à Millau

31 mars, 11 h 30 : un cortège de quelques centaines de personnes, parti du centre de Millau arrive devant la sous-préfecture. Les premiers rangs de manifestants dont certains sont déguisés (nous sommes en période de carnaval) portent des arbustes, des branchages à demi-calcinés, un cerucueil, une couronne et des pancartes diverses.

Nous reconnaissons dans la foule, les militants de la lutte contre l'extension du camp du Larzac ; parmi eux, évidemment le PSU, la LCR, le PS, la CFDT, les Amis de la Terre, la CSCV, etc. La manifestation est organisée par le comité de liaison (Paysans du Larzac, Comité millavois,

Fédération des Grands Causse, représentants de la municipalité). Ils accrochent leurs fardeaux en silence aux grilles de la sous-préfecture ou les jettent par dessus, tandis qu'un camion-benne déverse à l'avant toutes les « grosses pièces » (de quoi faire griller des saucisses, comme dit l'inénarrable Bourges).

Voilà la façon peu giscardienne pour la population locale de fêter la journée officielle de l'arbre, car tous ces arbres morts sont l'œuvre des manœuvres militaires au Larzac provoquant déracinements, incendies et écrasements.

Après le succès de la consultation populaire donnant

88 % de « non » à l'extension du camp du Larzac, c'est la réélection d'un conseiller général, militant de base : une gifle de plus au pouvoir et à ses représentants !

1^{er} avril : décidément, ça ne chôme pas dans la lutte). A plusieurs centaines, nous avons célébré notre « journée de l'arbre » en plantant ces derniers sur nos territoires communaux menacés d'expropriation.

Le Larzac, ça continue, nous ne le lâcherons pas ; notre volonté, c'est d'arracher l'abandon de ce projet absurde et criminel. Les Millavois sont des « cap de fer » (têtes de fer), alors concluez de vous-mêmes.

Section PSU de Millau ■

Immigrés : les premiers brimés, les derniers considérés.

Le Comité de Coordination des foyers en lutte (Sonacotra, A.D.E.F., A.F.R.P., etc.) dénonce vigoureusement l'agression raciste perpétrée par le gérant du foyer A.F.R.P., 9, route principale du Port à Gennevilliers II, contre un résident.

En effet, le samedi 24 mars 1979, à 7 h du matin, un incendie se déclenche dans la chambre d'un résident du foyer, au troisième étage ; cet incendie était provoqué par un court-circuit. Notre camarade se brûla les mains en essayant d'éteindre l'incendie, car les extincteurs prévus à cet effet... étaient vides !

Appelé par les résidents, pour alerter la police et les pompiers, le gérant déclara que « ceux qui osaient le réveiller allaient recevoir une correction ! ». C'est ainsi qu'il frappa notre camarade, qui avait les mains brûlées, de plusieurs coups... de karaté !

Le comité de coordination des foyers en lutte, dénonce vigoureusement cette agression sauvage à caractère raciste et les tentatives délibérées, de la part des sociétés gestionnaires, pour briser la grève des foyers par tous les moyens : en effet, les sociétés gestion-

naires (Sonacotra, A.D.E.F., A.F.R.P.) ne se contentent pas de trainer des centaines de résidents devant les Tribunaux, pour procéder à des saisies-arrêt sur salaire ou pour les condamner à l'expulsion et à la fermeture du foyer ; elles dressent outre les gérants contre les résidents et les pousse à les provoquer comme ce fut le cas à Gennevilliers. C'est pourquoi le Comité de Coordination s'élève avec indignation, contre de tels procédés relevant du fascisme et compte leur donner suite devant les Tribunaux. Il dénonce également l'absence de mesures de sécurité dans les foyers, comme le prouve l'incendie qui s'est déclaré au foyer A.F.R.P. de Gennevilliers 2.

Le comité de coordination attire l'attention de la Presse, des travailleurs et de toute la population française sur les agressions dont sont victimes les immigrés, que ce soient des actes isolés ou des actes collectifs orchestrés par les sociétés gestionnaires des foyers Sonacotra, A.D.E.F., A.F.R.P., etc. VIVE LA LUTTE DES RESIDENTS DE FOYERS JUSQU'À LA VICTOIRE !

Le Comité de Coordination des Foyers en lutte ■

CALENDRIER POLITIQUE

TRAVAILLER, COMMENT ?

● Samedi 21 avril (Paris 15^e) : le secteur Femmes et le secteur Entreprise du PSU organisent un débat régional ouvert aux sympathisants et militants, axé sur l'emploi dans le tertiaire. A l'ordre du jour : les nouvelles formes d'organisation du travail ; la « révolution informatique » ; quelles réponses apporter à tous ces problèmes ? La présence de représentants des deux secteurs concernés est vivement souhaitée. De 14 h à 18 h au 9 rue Borromée, 75015, M^e Volon-

taires. Ce débat était prévu initialement le 7 avril, apparemment il y a eu changement (NDLR).

SECTEUR AGRICOLE

● Samedi 21 et dimanche 22 avril (Clermont-Ferrand) : réunion nationale du secteur agricole sur le thème « Les disparités en agriculture et les zones de montagne ». Du samedi 21 à 15 h au dimanche après-midi 17 h. Lieu : village de vacances de V.A.L. Parent, 63270 Vic-le-Comte, à 25 km de Clermont-Ferrand (préciser heure d'arrivée et nombre de personnes à la

gare). Hébergement : 55 F par personne pour 1 petit déjeuner, 2 repas, la nuit en chambre à plusieurs, les salles de réunion. Le samedi soir : film et débat. Dimanche : synthèse des travaux ; à 11 h : conférence de presse ; l'après-midi : **Germinal** n° 17 et l'activité du secteur agricole. Demander les billets de congrès, 9 rue Borromée, 75015 Paris.

G.A.M.

● Samedi 21 et dimanche 22 avril (Chatenay-Malabry) : 16^e rencontre des groupes d'action municipale à partir de 9 h 30 à la mairie de Chatenay-Malabry. Renseignements : G.A.M., 16 rue Anatole France, 92290 Puteaux, tél. 775-11-85.

FEROCEMENT VOTRE

● Lundi 23 avril (Vincennes) : le groupe étudiants-enseignants PSU de Vincennes lutte « férocement » contre le déménagement de Vincennes. Il vous invite à sa prochaine réunion à 16 h, bâtiment H, salle 224, pour la défense de Vincennes. Cette réunion se répétera tous les 15 jours, au même endroit.

SE DEBARRASSER DU NUCLEAIRE

● Lundi 23 avril (Paris 13^e) : « Comment se débarrasser du nucléaire ? ». La section PSU du 13^e vous invite à en discuter. On parlera du nucléaire et de l'emploi, des alternatives énergétiques, de l'état du « mouvement », des possibilités de résistance ici et maintenant (campagne grève du zèle EDF/3 chèques, etc...), et de toutes ces sortes de choses... Il y aura peut-être à boire et à manger (**Attention, ils ont dit « peut-être »**), (N.D.L.R.). De 20 h 30 à plus soif au Foyer des jeunes travailleurs, 21 rue des Malmaisons, Paris 13^e, M^e Tolbiac ou Maison Blanche).

A LA BOURSE

● Mardi 24 avril (La Rochesur-Yon) : meeting avec Oli-

vier Vial du M.A.N. (Mouvement pour une alternative non-violente), sur le thème « Contre la militarisation organisons la résistance ». A 20 h 30, à la Bourse du Travail.

AL PAIS

● Jeudi 26 avril (Paris 9^e) : meeting occitan organisé par Volem Viure Al País et la participation de Lutte Occitane sur le thème « Situation politique et culturelle de l'Occitanie », à la veille des élections européennes. Avec la participation de Jean-Pierre Chabrol, P. Lafont, P. Maclouf. A 20 h 30, à la salle des Agriculteurs, 8 rue d'Athènes, M^e Saint-Lazare.

« MAINTENANT », ÇA VOUS INTERESSE ?

● Vendredi 27 avril (Paris 13^e) : rencontre-débat organisée par le groupe P.S.U. Tolbiac-Panthéon sur **Maintenant**, un projet qui vous intéresse ? Avec la participation de Mireille Boris (rédactrice en chef), Sophie Chauveau (Amis de la Terre), Jean Elleinstein, Michel Mousel et Michel Beaud. A la faculté de Tolbiac, 90, rue de Tolbiac (métro Tolbiac) à 12 h, à l'amphi 1.

FESTIVAL EN BRETAGNE

● 28, 29 et 30 avril (Ploeu-sur-Lie) : le foyer des jeunes de Ploeu-sur-Lie (22), organise un festival du cinéma politique. Au cours de ces trois journées seront diffusés des films hors circuits, relevant d'un cinéma d'intervention politique. Pour des raisons d'ordre pratique (capacité de structures d'accueil), le foyer des jeunes souhaite connaître le nombre de « spectateurs » et participants très, très vite. Ecrivez au foyer des jeunes, B.P. 15, 22150 Ploeu-sur-Lie, ou téléphonez pour vous renseigner au (96) 42-15-21 ou au (96) 61-47-79.

IL EN RESTE

● Il en reste encore des numéros de Luttés, de jan-

vier-février (n° 19-20), 44 p., 6 F. Au sommaire : 4 pages sur les problèmes que rencontrent les femmes dans le quotidien ; 6 pages d'échos des boîtes ; des articles sur les contrôles patronaux des arrêts de travail, sur le débat sur la durée du travail... Et puis un dossier (presque complet) sur le 40^e congrès de la C.G.T. Lire Luttés c'est bien ; s'abonner, c'est mieux : C.N.E., 9, rue Borromée, 75015 Paris. Chèque postal ou bancaire : 30 F, sans bénéficiaire.

RENSEIGNEMENTS POUR LES CHOMEURS

● Les chômeuses et chômeurs du P.S.U. souhaiteraient vivement que chaque camarade du parti enquête sur son lieu de travail et fasse part au secrétariat politique, des possibilités d'embauche, des conditions à remplir, démarches, etc., idem pour les concours. Adresser toutes informations à la C.N.E., 9, rue Borromée, 75015 Paris. Vous renforcerez ainsi vos sections d'entreprises.

PRIX REDUITS POUR LA VILLE A PRENDRE

● A partir du 25 avril (Paris) : **La Ville à prendre**, le film de la C.F.D.T., sortira en circuit commercial le 25 avril prochain dans les cinémas 14 Juillet Bastille, 14 Juillet Parnasse, Saint-Séverin.

Cette apparition sera l'occasion de livrer un large débat sur le thème des conditions de vie dans la ville à travers des différents thèmes abordés dans le film : cadre de vie, urbanisme, la ville, etc. La C.F.D.T. fait appel à toutes les forces collectives (municipales, entreprises, syndicats, écoles...) pour créer dès à présent une dynamique et provoquer l'achat de billets de groupe à prix réduit (10 à 12 F). Lesquels billets sont en vente (par 10 minimum) au C.L.D.C., 14, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris. Tél. 246-42-29.

VENEZ, ECRIVEZ, MAIS FAITES-LE...

● Tous les lundis (Paris 15^e) : il y a ceux qui sont

pour, il y a ceux qui sont contre. De toute façon ça existe : l'Europe. Le parti doit intervenir lors des élections.

Pour s'en donner les moyens, une commission Europe se réunit tous les lundis, à 18 h 30, 9, rue Borromée (métro Volontaires). Vous y êtes bien sûr invités, mais vous pouvez aussi faire parvenir vos initiatives par écrit.

MERCREDIS POUR LE LARZAC

● Tous les mercredis (Paris 15^e) : après les lundis, les mercredis. Ça va vous faire des semaines chargées mais c'est pour la bonne cause : le Larzac. Le comité Larzac de Paris rappelle à tous ceux qui se sentent concernés par les problèmes du Larzac que des réunions de travail ont lieu tous les mercredis, à 20 h, au 14, rue de Nanteuil (métro Plaisance). Tél. 531-43-38. Ils ont besoin de toutes les bonnes volontés.

A VOS MAQUETTES

● Loi Veil : si certaines et certains ont des idées pour l'affiche nationale de la campagne loi Veil, qu'ils fassent parvenir leurs œuvres (il n'est pas encore trop tard), au secteur Femmes du P.S.U., commission loi Veil, 9, rue Borromée, 75015 Paris. (Une maquette peut suffire.)

A ORLEANS AUSSI

● A Orléans aussi un collectif avortement-contraception s'est créé autour d'une plate-forme exigeant la liberté effective d'avorter pour toutes les femmes qui le désirent, ainsi que la création de centres I.V.G. - contraception-sexualité. Cette plate-forme est co-signée par le P.S.U., la L.C.R., le M.A.S., l'U.D.B., le P.C.M.L., l'O.C.L., le Syndicat de l'éducation surveillée, les groupes femmes, section C.F.D.T. (Les femmes d'Orléans n'en sauront pas plus que nous sur l'endroit et les heures où l'on peut s'adresser à ce nouveau collectif. - N.D.L.R.)

TRIBUNE socialiste

MENSUEL DE L'AUTOGESTION PSU

36 pages, 5 F (4 F pour les sections)

EST PARU DEPUIS LE 5 AVRIL

Les responsables ou les trésoriers de sections qui n'ont pas passé commande doivent le faire de toute urgence.

Sommaire
Dossier : L'Europe.
Social : L'unité nécessaire.
Transport : la S.N.C.F. « libérée ».
Routiers : La prime et le salaire.
Proche-Orient : La paix américaine

« T.S. » MENSUEL
BULLETIN DE COMMANDE
N° D'AVRIL

Nom : Prénom :
Section :
Adresse :
Ville : Code postal :
Nombre de « T.S. Mensuel » demandé :
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.
(1) Cocher la case correspondante.

CONTINUONS A AIDER TS-MENSUEL

Vous êtes nombreux à nous avoir envoyé des adresses de personnes ou groupes susceptibles de s'abonner au T.S. mensuel. Nous vous en remercions, ce sont vraiment des adresses intéressantes. Alors, vite, ceux qui n'ont encore rien envoyé, dépêchez-vous ! Si vous désirez voir vos adresses bénéficier d'une proposition d'abonnement à 45 F, il ne vous reste plus que quelques jours. Merci pour eux.

La Trésorerie de T.S. ■

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg
Secrétariat de rédaction : Renée Bourgeois-Damien
Secrétariat-Documentation : Marie-Françoise Chailloux
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Directeur de la publication : Victor Leduc
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1), à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

2000 MILLIARDS DEPENSES CHAQUE ANNEE POUR LES ARMEMENTS!

15 MILLIONS D'ENFANTS MEURENT DE FAIM CHAQUE ANNEE..

50 MILLIARDS SUFFIRAIENT A LES SAUVER!

COLLECTIF DE SOUTIEN A MARCO PANNELLA. EN GREVE DE LA FAIM POUR DENONCER CE SCANDALE - (militants du PSU, Amis de la Terre, MAN, MDPL, etc.)

inf 75 41

Bandeaux disponibles à la Fédé de Paris, à 0,30 F pièce

500 MILLIARDS GASPILLÉS CHAQUE ANNÉE EN PUBLICITÉ, POUR NOUS FORCER A CONSOMMER PLUS QUE NOS BESOINS

15 MILLIONS D'ENFANTS MEURENT DE FAIM CHAQUE ANNEE..

50 MILLIARDS SUFFIRAIENT A LES SAUVER!

COLLECTIF DE SOUTIEN A MARCO PANNELLA. EN GREVE DE LA FAIM POUR DENONCER CE SCANDALE - (militants du PSU, Amis de la Terre, MAN, MDPL, etc.)

inf 75 41

HISTOIRE

SYROS PUBLIE

Du Manifeste Communiste aux débats actuels sur la construction de l'Europe, en passant par l'Armée Nouvelle de Jaurès, le socialisme a entretenu avec les notions de pacifisme, défense nationale et patriotisme une relation mouvementée.

L'évolution des socialistes français (S.F.I.O.) dans les années 30 (souvenirs de l'union sacrée de 1914, montée des fascismes, Front Populaire, guerre d'Espagne...) constitue une illustration historique saisissante de la difficulté de définir un rapport durable entre ces termes. — 45 F.

